

**Justice MAINTENANT!
Ratifiez pour protéger tous
les Droits de l'Homme**

CAMPAGNE POUR LA RATIFICATION ET LA MISE EN APPLICATION
DU PROTOCOLE FACULTATIF AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF
AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS



Comité exécutif

Ministre des Affaires étrangères

Amnesty International,
Royaume Uni

cc: Représentant Permanent de votre pays aux Nations Unies à New York et à Genève

Centre on Housing Rights and
Evictions (COHRE),
Suisse

19 Octobre 2009

Community Law Centre,
Afrique du Sud

Cher Ministre,

FoodFirst Information and
Action Network (FIAN),
Allemagne

Au nom de la Coalition des ONG pour un protocole facultatif au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, nous voulons exprimer nos remerciements à.....pour être un des premiers signataires du Protocole facultatif au PIDESC. La décision de votre pays de signer ce mécanisme de réparation lors de la Cérémonie des Traités de 2009 indique l'engagement de.....à faire entrer en vigueur cet important instrument juridique dès que possible. Cela envoie également un message d'espoir aux victimes de violations des droits économiques, sociaux et culturels, par la promesse de la communauté internationale de créer une voie efficace pour obtenir justice au sein de l'Organisation des Nations Unies, lorsque les mécanismes de réparation ne sont pas disponibles au niveau national.

Inter-American Platform of
Human Rights, Democracy
and Development (PIDHDD),
Paraguay

International Commission of
Jurists (ICJ),
Suisse

Nous attendons avec impatience la prompte ratification, par votre pays, de ce traité et nous sollicitons respectueusement toute information que vous pouvez partager en relation avec les projets et les calendriers prévus pour accomplir cette ratification. Nous demandons également à votre pays d'encourager d'autres Etats à signer et ratifier le Protocole Facultatif.

International Federation for
Human Rights (FIDH)
France

International Network for
Economic, Social and
Cultural Rights (ESCR-Net),
Etats-Unis

Votre Excellence, comme vous le savez, le mandat de 9 des 18 membres du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels expirera en décembre 2010. La qualité des membres élus aura un impact significatif sur l'efficacité du Protocole Facultatif une fois qu'il sera entré en vigueur et sur la qualité et l'efficacité d'ensemble du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels, dans ses fonctions plus larges de contrôle de la conformité au PIDESC. En outre, un résultat positif de cette élection assurera l'indépendance, l'expertise et la compétence de ce Comité en créant un facteur motivant pour les pays pour devenir parties au Protocole Facultatif.

Par conséquent, nous demandons aimablement à en tant que membre de l'ECOSOC de voter seulement pour des candidats indépendants et impartiaux ayant une expertise solide dans le domaine des droits économiques, sociaux et

Coordonnée avec :
Réseau-DESC

op-coalition@escr-net.org

211 East 43rd. St. Suite 906
New York, New York
10017
United States
téléphone:
+1212.681.1236
fax: +1 212.681.1241

culturels. Nous demandons également à votre gouvernement de motiver des pays membres de l'ECOSOC, à voter seulement pour des candidates qui satisfont aux critères listés ci-dessus, en gardant à l'esprit le besoin de maintenir la parité dans la composition du Comité. Au niveau national, les processus pour l'identification et la sélection des candidats devraient être justes et transparents et établis pour identifier un candidat indépendant et impartial ayant une solide et pertinente expertise.

Nous vous remercions pour votre attention à l'égard de cette importante question.

Dans l'attente de votre réponse concernant vos projets autour de la ratification et l'élection des membres du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Respectueusement,

Suad Elias

Au nom du Comité de Direction de la Coalition Internationale d' ONG pour un Protocole Facultatif au PIDESC.

La Coalition d'ONG pour l'adoption d'un Protocole Facultatif est formée de plus de 300 organisations et individus de plus de 60 pays travaillant pour la justice sociale à travers le monde.

